

Éditorial

Penser et bâtir la transition au-delà de la croissance

Par Jonathan Durand Folco, Dan Furukawa Marques, Marc d. Lachapelle

Les bouleversements sociaux et économiques engendrés par la pandémie de COVID-19 ont généré de multiples réflexions sur les orientations d'une future « relance ». Alors que certains groupes militants scandent le slogan « pas de retour à l'anormal » pour mettre en évidence le fait que la « crise » était bien présente avant la pandémie, d'autres grandes organisations environnementales, syndicales et patronales proposent une « relance solidaire, prospère et verte » (G15+, 2020). Ce discours inspiré du développement durable et de l'« économie verte » est encore plus populaire aujourd'hui parce que la crise sanitaire fera bientôt place à une crise économique sans précédent, laquelle devra affronter la crise climatique qui ne peut plus être ignorée suite aux manifestations historiques de la jeunesse et des grèves pour le climat de 2019. Si le coronavirus a paralysé temporairement nos sociétés en montrant les grandes vulnérabilités du capitalisme néolibéral, financiarisé et mondialisé, nul ne sait vraiment comment le réformer ou par quel système le remplacer.

Ainsi, la question n'est plus tant de savoir s'il y aura ou non une « transition » vers une économie plus sobre en carbone; il s'agit plutôt de déterminer quelle sera la forme et le contenu de cette transition. Faut-il relancer la croissance et l'économie capitaliste pour les rendre plus « vertes », ou envisager une transition écologique accompagnée d'un véritable projet de transformation sociale? C'est ce qu'André Gorz soulignait déjà dans son texte Leur écologie et la nôtre :

Évoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. [...] C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature? Réforme ou révolution? (Gorz, 1974).

Construire le projet émancipateur

Les perspectives de ce dossier prennent acte des nombreuses critiques de la croissance, ses impasses et ses contradictions, et donc du besoin de penser et bâtir une société au-delà du capitalisme. Comme le paradigme du développement durable qui accompagne le projet du

capitalisme vert ou du clean capitalism reste confronté au problème insurmontable des limites biophysiques, il est donc préférable d'explorer dès maintenant le chemin tracé par la perspective de la décroissance (Abraham et al., 2011).

Or, si la critique de la croissance et ses ramifications est passablement développée dans la littérature, la tâche qui consiste à imaginer un monde au-delà de la croissance semble chose beaucoup plus difficile. Lorsque vient le temps de penser aux contours d'une nouvelle société, les décroissancistes évoquent souvent des mesures assez générales : simplicité volontaire (Mongeau, 1985; Ariès, 2010), décolonisation de l'imaginaire (Latouche, 2011), permaculture (Alonso & Guichon, 2016), réduction du temps de travail (Méda & Larrouturou, 2016), low-tech (Bihouix, 2016), revenu de transition (Fourrier, 2019), la sortie de l'Entreprise-monde par les communs (Abraham, 2019), etc.

Ces diverses pistes d'action sont intéressantes, mais il reste encore beaucoup de travail à faire pour préciser les principes économiques et politiques, les échelles d'intervention et les modes d'opérationnalisation de ce projet global dans différentes sphères d'activités. Tout comme la plupart des théories critiques, la décroissance ne doit pas seulement se limiter à l'étape du diagnostic, c'est-à-dire l'analyse des maux et des causes structurelles des injustices sociales, économiques et environnementales. Il faut aussi essayer de formuler un remède, soit une série de solutions pratiques ancrées dans une vision globale, un « modèle social » ou un « projet émancipateur positif », qui puisse servir de boussole aux luttes sociales et aux expérimentations collectives pour bâtir un monde au-delà du capitalisme, de la croissance et des différents systèmes de domination.

Qu'est-ce la post-croissance?

De façon complémentaire à la notion de décroissance qui se consacre à la critique de la croissance, le terme post-croissance est de plus en plus utilisé pour désigner une société future qui pourrait fonctionner sans se soumettre à l'impératif d'une croissance illimitée de la production et de la consommation (Cassiers et al., 2017). Cela ne signifie pas que la post-croissance implique une réduction systématique du produit intérieur brut (PIB), ni qu'une telle société serait incapable de croître ou d'innover. Il s'agit moins d'une croissance négative (équivalente à une récession économique subie) que d'une société qui serait capable de faire croître ou décroître certains secteurs en fonction de finalités sociales et environnementales choisies démocratiquement. Nos sociétés ne seraient plus fondées sur un mode de « stabilisation dynamique » les obligeant à aller toujours plus vite pour se maintenir en place (à l'image d'un hamster courant dans une roue), mais sur un mode stabilisation « adaptatif » ouvert aux initiatives et changements qui permettent de répondre aux besoins sociaux tout en respectant les limites de la planète. Comme le souligne le philosophe Hartmut Rosa:

La société de post-croissance désigne une formation sociale qui a dépassé le mode de stabilisation dynamique, laquelle est à tout moment en mesure de croître, d'accélérer ou d'innover afin de transformer le statu quo en un sens souhaité (par exemple en vue de remédier à telle pénurie ou à tel problème), mais qui n'est pas contrainte (ou condamnée) à s'accroître afin de maintenir son statu quo institutionnel et assurer sa reproduction structurelle. (Rosa, 2018, 503).

En d'autres termes, une société post-croissance est capable d'innover et se transformer, mais elle n'est pas obligée de se soumettre à la « cage de fer » de la croissance et de l'accélération perpétuelle. Comme le capitalisme est structurellement fondé sur la dynamique d'accumulation, d'accélération et de croissance infinie, une société post-croissance implique nécessairement une économie post-capitaliste. Néanmoins, l'inverse n'est pas forcément vrai ; il peut fort bien exister des économies « socialistes » ou non-capitalistes qui reproduisent la logique productiviste, industrielle et croissanciste, comme les pays de l'ancien bloc soviétique ou la Chine, par exemple. La post-croissance vise donc à dépasser à la fois le capitalisme (néolibéral ou social-démocrate) et le « communisme d'État », en inventant une « troisième voie » qui reste encore à imaginer.

C'est à cette tâche que s'est attelé un collectif de chercheuses et chercheurs affiliés au Centre de recherche sur les innovations et transformations sociales (CRITS) de l'Université Saint-Paul à travers le projet « Perspectives croisées sur les sociétés post-croissance ». L'organisation d'un séminaire avec le philosophe allemand Hartmut Rosa en novembre 2019 a permis d'approfondir les enjeux liés à l'accélération sociale, les contours d'une société post-croissance et la question de la vie bonne à travers le concept de « résonance » (Rosa, 2018). En mai 2020, en plein cœur de la pandémie, un webinaire organisé avec la philosophe féministe italo-américaine Silvia Federici a élargi notre réflexion en abordant d'autres thématiques centrales pour dépasser le « capitalisme patriarcal », dont le travail de reproduction sociale, le care, les communs et la décolonisation (Federici, 2018, 2019). Les différents textes du présent dossier sont donc en partie le résultat de cette recherche collective, laquelle a reçu l'appui d'une subvention de recherche Connexion du Conseil de recherche en sciences humaines.

Présentation du dossier

Ce dossier spécial est divisé en trois parties. La première, intitulée Politique de l'économie et des organisations post-croissance, présente, d'une part, un portrait général de l'économie capitaliste en prenant soin de montrer les contraintes structurelles qui forcent le système actuel à croître à l'infini. D'autre part, elle vise à présenter des pistes de solutions concrètes pour esquisser les bases d'économies et d'organisations reposant sur des principes tels que l'autolimitation écologique et sociale (pour remplacer l'expansion et l'accumulation), les communs (qui subordonnent le public et le privé à l'auto-gouvernement de la société), le care (qui structure les relations sociales) et la gestion démocratique et solidaire des organisations.

Éric Pineault définit ainsi la croissance comme étant « d'abord le processus d'expansion économique que mesure et capture le Produit Intérieur Brut (PIB), mais elle est également un phénomène matériel, biophysique et écologique. Elle désigne dès lors le flux de matière, d'énergie et d'activité vivante que mobilise une société dans la reproduction de ses relations de production et de consommation, son métabolisme ». Il propose ensuite des principes et règles pour ériger la société post-croissance dont un rééquilibrage entre les sphères de production et reproduction sociale et une transition démocratique et émancipatrice qui inclut notamment les peuples autochtones et du Sud global.

Dan Furukawa Marques propose ensuite de repolitiser l'économie sociale et solidaire par une économie des communs. Il présente une brève histoire du mouvement coopératif et de l'économie sociale pour montrer à la fois ses origines anti-capitalistes et sa bifurcation vers une position conformiste de « tiers-secteur » de l'économie. Prenant le cas de la ville de Barcelone, il montre comment celle-ci a instauré, en s'associant avec les mouvements sociaux et citoyens, la « gestion civique » et les « partenariats public-commun », des pratiques et réflexions importantes afin de redonner un projet politique post-croissance à l'économie sociale en l'articulant avec l'approche des communs.

Enfin, Marc D. Lachapelle rappelle que des « sociétés post-croissance passent nécessairement par une multiplicité de formes d'organisations et de mise en organisation ». Il explique ainsi pourquoi le management doit être compris comme « une praxis qui s'ouvre dans une position d'écoute et de relation aux autres », une « discipline centrale de notre monde d'organisations », qui « performe, contrôle, organise – une discipline technique du gouvernement des humains ». C'est pourquoi les organisations post-croissance, qu'elles soient de nature sociale, économique, politique ou culturelle, doivent nécessairement respecter les principes d'autogestion démocratique et collective.

La deuxième partie du numéro, Échelles de la post-croissance, vise à souligner la nécessité d'articuler les multiples échelles de l'action politique dans une compréhension globale des différents systèmes d'oppression et des manières d'en sortir.

Ainsi, Maïka Sondarjee montre le besoin de penser une solidarité internationaliste entre les peuples dans une perspective décoloniale. Elle souligne le fait que « le travail productif et reproductif des populations du Sud global soutient le capitalisme mondialisé », et que la société post-croissance ne s'arrime pas automatiquement avec société décoloniale. L'autrice argumente que la transition « doit donc se réfléchir de manière internationale (dans plus d'un pays) et multilatérale (en modifiant l'ordre mondial qui permet ces formes de pouvoir) », en attaquant de front les oppressions systémiques de race et de sexe.

Jen Gobby et Étienne Guertin, pour leur part, pensent la transition à l'échelle nationale, en incluant les Premières Nations, à travers une analyse critique et constructive du plan Québec

ZéN, une feuille de route pour une transition juste vers un Québec neutre en carbone, élaboré par le Front commun pour la transition énergétique. Les auteurs soulignent quelques angles morts du plan ZéN qui sont encore compatibles avec une société reposant sur la croissance. Inspirées des peuples autochtones, ils avancent des propositions concrètes pour améliorer cette feuille de route et la transformer véritablement en un plan pour une société post-croissance sur le plan énergétique.

Enfin, Jonathan Durand Folco met en garde contre les « métropoles barbares devenues les piliers de la mondialisation néolibérale », les projets apolitiques et technocentriques de « villes durables » et des « smart cities », ou encore les visions à la fois utopique et dystopique des shrinking cities. Après avoir distingué différents types de municipalismes – « dont l'objectif est la transformation démocratique de la vie sociale, politique et économique par la réappropriation collective des institutions municipales » – il propose un « municipalisme des temps difficiles », combinant des approches réformistes et révolutionnaires afin de penser la transition vers une société post-croissance.

Enfin, la troisième partie de ce dossier porte sur les pistes de transition vers des sociétés post-croissance. Celle-ci présente trois articles à dimension préfigurative, c'est-à-dire que les propositions amenées par les autrices et l'auteur permettent de créer une nouvelle société au sein même de l'ancienne. En ce sens, comme le mentionne le géographe anarchiste Simon Springer, la préfiguration « ne pose pas l'avenir sur la cheminée pour en faire un simple sujet de conversation; elle subvertit plutôt l'attentisme politique en misant sur les possibilités immédiates, ici et maintenant » (Springer, 2018, 236).

Appuyant sa réflexion sur la Prestation Canadienne d'Urgence, Ambre Fournier propose que la création d'un revenu de base canadien pourrait être une voie de sortie du capitalisme et le considère ainsi comme outil d'émancipation sociale et politique. Cependant, l'autrice nous met en garde contre les différentes formes et écueils que peut présenter ce revenu de base. Comme elle le mentionne, « le diable se cache dans les détails! ». Pour Ambre Fournier, la proposition « décroissance » de dotation inconditionnelle d'autonomie serait la plus originale et la plus envisageable pour un monde post-croissance. Celle-ci permet à la fois de sortir de l'économie et du monétaire, d'inclure les dimensions d'accessibilité et de care, tout en démocratisant notre autolimitation.

Ensuite, Marie-Soleil L'Allier nous présente une diversité d'initiatives alimentaires québécoises qui se sont développées depuis les années 1980 en parallèle à l'industrialisation agroalimentaire. Ces cas inspirants sont l'illustration d'une résistance continue du milieu alimentaire et agricole, et par le fait même nous démontrent l'existence d'alternatives concrètes misant sur les capacités d'entraide et de coopération. Marie-Soleil L'Allier met en lumière l'imbrication de ces initiatives dans le contexte mondial et institutionnel tout en soulignant la nécessité de réfléchir à ces transformations à grande échelle. Elle-même se prête au jeu en proposant un court récit utopique ayant le potentiel de devenir réel.

Notre section sur la « préfiguration » se termine avec une réflexion d'actualité et, malheureusement, souvent oubliée dans les réflexions sur « l'Après » : la question de la justice et du droit. Dans cet article, Fabien Torres se base sur son expérience et ses travaux sur la justice réparatrice dans le milieu carcéral québécois. En plus de bien présenter le concept de justice réparatrice et son utilisation actuelle, l'auteur nous présente des récits surprenants et touchants concernant les offenseurs et les victimes qui s'engagent dans un tel processus. En ce sens, Fabien Torres nous confronte à une question difficile, mais nécessaire : comment souhaitons-nous traiter la justice, les offenses et les victimes dans les sociétés post-croissance? La transition vers des sociétés post-croissance impliquera nécessairement des processus de réparation et de réconciliation. La justice réparatrice nous donne ici des pistes d'action et de réflexion essentielles.

Voilà ce qui conclut notre dossier. Nous tenons à rappeler notre objectif principal : tracer une esquisse des sociétés post-croissance et stimuler à la fois la réflexion et la mise en action. Les pistes de transition sont multiples, les chantiers en construction/à construire considérables. Il est donc vrai que nous n'avons pas abordé tous les sujets possibles. Cet ensemble de textes n'est pas exhaustif et n'est surtout pas une sélection des « priorités » pour la société de demain. Avec ce dossier, nous avons souhaité nous éloigner de la posture critique qui domine les pensées de la décroissance et miser plutôt sur l'imagination d'alternatives et la préfiguration. Cette voie s'est avérée ardue ! En effet, la posture critique est souvent confortable dans sa perspective d'analyse qui évite de formuler des propositions concrètes. Dans certaines versions originales des articles, la dimension critique était même dominante. Ceci nous démontre donc l'étendue et l'importance du travail nécessaire pour théoriser, projeter et mettre en œuvre des sociétés post-croissance. Les autrices et auteurs de ce dossier se sont bénévolement prêtés à ce jeu. La dimension réflexive n'est qu'une petite dimension de l'action ; bien d'autres formes, telles que le militantisme, la création et la participation aux alternatives, la politique ou l'éducation populaire, existent et mériteraient certainement une place de choix. Ce dossier vise donc à apporter sa contribution dans la mesure du possible, à mettre en lumière certains chantiers, stimuler l'imagination et créer une résonance avec celles et ceux qui s'impliquent, à leur façon, dans cette transition vers des sociétés post-croissance.

Références

Abraham, Yves-Marie, Marion, Louis, Philippe, Hervé (dir.). 2011. Développement durable versus décroissance. Débats pour la suite du monde. Montréal : Écosociété.

Abraham, Yves-Marie. 2019. Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble. Montréal : Écosociété.

Alonso, Bernard, Guichon, Cécile. 2016. Permaculture humaine. Des clés pour vivre la transition, Montréal : Écosociété.

Ariès, Paul. 2010. La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance. Paris : Les empêcheurs de penser en rond.

Bihoux, Philippe. 2011. L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable. Paris : Seuil.

Cassier, Isabelle, Maréchal, Kevin, Dominique Méda, Dominique (dir.). 2017. Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques, et sociaux. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.

Federici, Silvia. 2018. Re-enchanting the World: Feminism and the Politics of the Commons.

Federici, Silvia. 2019. Le Capitalisme patriarcal. La Fabrique : Paris.

Fourrier, Ambre. 2019. Le revenu de base en question. De l'impôt négatif au revenu de transition. Montréal : Écosociété.

G+15. 2020. Site web du groupe de 15 leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux qui proposent une relance solidaire, prospère et verte. En ligne : <https://www.g15plus.quebec/> (Page consultée le 13 juillet 2020).

Gorz, André. 1974. Leur écologie et la nôtre. Republié dans Le Monde diplomatique, avril 2010. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2010/04/GORZ/19027> (Page consultée le 13 juillet 2020).

Latouche, Serge. 2011. Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde. Paris : Parangon.

Méda, Dominique, Larrouturou, Pierre 2016. Einstein avait raison : il faut réduire le temps de travail. Paris : Éditions de l'Atelier.

Mongeau, Serge. 1985. La Simplicité volontaire, ou comment harmoniser nos relations entre humains et avec notre environnement. Montréal : Éditions Québec Amérique.

Rosa, Hartmut. 2018. Résonance. Une sociologie de la relation au monde. Paris : La Découverte.

Springer, Simon. 2018. Pour une géographie anarchiste. Montréal : Lux Éditeur.